

N° DP 24/390

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2024 - ASSOCIATION "LES PRODUCTEURS DU COURS LENDRIN" - ANIMATION DU MARCHÉ DES PRODUCTEURS DE PAYS - 600 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention de 600 euros,

CONSIDERANT la demande de subvention, de l'Association des Producteurs du Cours Lendrin à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, de 600 euros sur un budget prévisionnel total de 750 euros pour ses actions d'animation du Cours Lendrin en 2024,

CONSIDERANT que l'Association des Producteurs du Cours Lendrin réunit des producteurs locaux engagés autour d'une charte de bonne pratique qui garantit la qualité et l'origine de leurs produits,

CONSIDERANT le Projet Alimentaire Territorial de la Métropole qui a pour objectif de proposer des lieux de distribution de produits locaux en circuits courts,

CONSIDERANT que La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE contribue avec la Chambre d'Agriculture du Var à l'identification visuelle des Marchés de Producteurs de Pays,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'améliorer la connaissance, la visibilité et l'attractivité des Marchés de Producteurs de Pays,

CONSIDERANT que l'Association des Producteurs du Cours Lendrin a décidé d'animer le Marché de Producteurs de Pays avec la création de différents événements festifs en 2024,

CONSIDERANT que les événements festifs contribuent à la mise en valeur des produits et des producteurs locaux tout en participant à l'animation des centres villes,

CONSIDERANT la convention, ci annexée,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'Association des Producteurs du Cours Lendrin en vue de l'attribution d'une subvention d'un montant de 600 euros pour l'organisation de 3 événements festifs en 2024, soit 80 % du montant total du budget réalisé hors contribution ou bénévolat.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 : Imputation 65748, opération 1147, fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Author	Year	α	β
Chen et al.	2004	0.000	0.000
Chen et al.	2005	0.000	0.000
Chen et al.	2006	0.000	0.000
Chen et al.	2007	0.000	0.000
Chen et al.	2008	0.000	0.000
Chen et al.	2009	0.000	0.000
Chen et al.	2010	0.000	0.000
Chen et al.	2011	0.000	0.000
Chen et al.	2012	0.000	0.000
Chen et al.	2013	0.000	0.000
Chen et al.	2014	0.000	0.000
Chen et al.	2015	0.000	0.000
Chen et al.	2016	0.000	0.000
Chen et al.	2017	0.000	0.000
Chen et al.	2018	0.000	0.000
Chen et al.	2019	0.000	0.000
Chen et al.	2020	0.000	0.000
Chen et al.	2021	0.000	0.000
Chen et al.	2022	0.000	0.000
Chen et al.	2023	0.000	0.000
Chen et al.	2024	0.000	0.000
Chen et al.	2025	0.000	0.000
Chen et al.	2026	0.000	0.000
Chen et al.	2027	0.000	0.000
Chen et al.	2028	0.000	0.000
Chen et al.	2029	0.000	0.000
Chen et al.	2030	0.000	0.000
Chen et al.	2031	0.000	0.000
Chen et al.	2032	0.000	0.000
Chen et al.	2033	0.000	0.000
Chen et al.	2034	0.000	0.000
Chen et al.	2035	0.000	0.000
Chen et al.	2036	0.000	0.000
Chen et al.	2037	0.000	0.000
Chen et al.	2038	0.000	0.000
Chen et al.	2039	0.000	0.000
Chen et al.	2040	0.000	0.000
Chen et al.	2041	0.000	0.000
Chen et al.	2042	0.000	0.000
Chen et al.	2043	0.000	0.000
Chen et al.	2044	0.000	0.000
Chen et al.	2045	0.000	0.000
Chen et al.	2046	0.000	0.000
Chen et al.	2047	0.000	0.000
Chen et al.	2048	0.000	0.000
Chen et al.	2049	0.000	0.000
Chen et al.	2050	0.000	0.000
Chen et al.	2051	0.000	0.000
Chen et al.	2052	0.000	0.000
Chen et al.	2053	0.000	0.000
Chen et al.	2054	0.000	0.000
Chen et al.	2055	0.000	0.000
Chen et al.	2056	0.000	0.000
Chen et al.	2057	0.000	0.000
Chen et al.	2058	0.000	0.000
Chen et al.	2059	0.000	0.000
Chen et al.	2060	0.000	0.000
Chen et al.	2061	0.000	0.000
Chen et al.	2062	0.000	0.000
Chen et al.	2063	0.000	0.000
Chen et al.	2064	0.000	0.000
Chen et al.	2065	0.000	0.000
Chen et al.	2066	0.000	0.000
Chen et al.	2067	0.000	0.000
Chen et al.	2068	0.000	0.000
Chen et al.	2069	0.000	0.000
Chen et al.	2070	0.000	0.000
Chen et al.	2071	0.000	0.000
Chen et al.	2072	0.000	0.000
Chen et al.	2073	0.000	0.000
Chen et al.	2074	0.000	0.000
Chen et al.	2075	0.000	0.000
Chen et al.	2076	0.000	0.000
Chen et al.	2077	0.000	0.000
Chen et al.	2078	0.000	0.000
Chen et al.	2079	0.000	0.000
Chen et al.	2080	0.000	0.000
Chen et al.	2081	0.000	0.000
Chen et al.	2082	0.000	0.000
Chen et al.	2083	0.000	0.000
Chen et al.	2084	0.000	0.000
Chen et al.	2085	0.000	0.000
Chen et al.	2086		



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2024

ASSOCIATION « DES PRODUCTEURS DU COURS LENDRIN »

ORGANISATION D'EVENEMENTS FESTIFS DU MARCHE DE PRODUCTEURS DE PAYS DE TOULON

ENTRE

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, dûment habilité par une décision DP N° 24/..... en date du 2024,

Ci-Après désignée « La Métropole »

ET

L'ASSOCIATION « DES PRODUCTEURS DU COURS LENDRIN », ayant son siège 24, rue Lendrin, 83000 TOULON, et représentée par sa Présidente **Charlotte GAUVRIT**,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Projet Alimentaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de proposer des lieux de distribution de produits locaux en circuits courts. Pour cela, la Métropole a soutenu financièrement via la CDAV l'animation des Marchés de Producteurs de Pays et l'acquisition du matériel forain caractéristique de ces marchés à Toulon mais également au Pradet et à Ollioules.

Il est nécessaire de contribuer à améliorer la connaissance, la visibilité et l'attractivité de ces marchés où ne sont vendus que des produits issus d'exploitations agricoles locales. Les événements festifs contribuent à la mise en valeur des produits et des producteurs locaux tout en participant à l'animation des centres villes.

La création de l'Association des producteurs va dans le sens d'une meilleure organisation et de leur autonomisation.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'Association « Les Producteurs du Cours Lendrin » à hauteur de 600 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget Principal de l'exercice 2024 : Imputation 65748, opération 1147, fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 80 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 600 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 420 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 180 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier signé par la Présidente et la Trésorière conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un compte-rendu des 3 évènements financés sur l'année,
 - ✓ Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2024 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique comprise entre 23 et 75 000 euros*),

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*),

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*),

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels,

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : *Organisation de 3 évènements festifs en 2024 / 750 euros*
- Qualitatifs : Descriptif des 3 évènements organisés (organisation, programme, fréquentation, photos)
 1. Samedi 8 juin : couleurs d'Eté
 2. Samedi 7 octobre : Agri_culture.2
 3. Samedi 14 décembre : Fête de Noël

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 10 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 13 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 14 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 15 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour L'ASSOCIATION « DES PRODUCTEURS DU COURS LENDRIIN »</p> <p>La Présidente Charlotte GAUVRI</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	---

ANNEXE I : LE PROJET

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Les Marchés des Producteurs de Pays (MPP) réunissent des producteurs locaux engagés autour d'une charte de bonnes pratiques qui garantit la qualité et l'origine de leurs produits. Ces marchés favorisent la rencontre directe entre les producteurs et les consommateurs d'un même territoire et valorisent la richesse des productions locales.

Les producteurs de ces MPP sont bien distincts des autres revendeurs.

TPM contribue avec la Chambre d'Agriculture du Var à leur identification visuelle et pour accentuer cette différenciation des Marchés des Producteurs de Pays (MPP) aux autres marchés de plein vent, et participe à l'acquisition du matériel de marché à l'effigie de la marque « Marché de Producteurs de Pays (banderoles, portes de marché, tabliers, oriflamme) ainsi que des outils de communication spécifiques aux communes accueillants un MPP (affiches).

DESCRIPTIF DU PROGRAMME DES ANIMATIONS DU COURS LENDRIN EN 2024

Samedi 8 juin : couleurs d'Eté

Stands en fête, déambulation et groupes d'animation, jeux en couleurs, tombola suivie d'un apéritif festif

Samedi 7 octobre : Agri culture.2

Samedi en fête, démonstration métiers artisanaux d'autrefois, jeux, tombola et apéritif festif

Samedi 14 décembre : fête de Noël

Enclos fermier de chèvres, groupe d'animation, jeux, tombola avec apéritif en remerciement de la fidélité des clients

ANNEXE II : PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2024

CHARGES EN €		PRODUITS EN €	
ACHATS	150	VENTES	150
		SUBVENTIONS TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	600
SERVICES EXTERIEURS (Locations)	300		
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (Rémunérations d'intermédiaires)	300		
TOTAL CHARGES	750 €	TOTAL PRODUITS	750 €

La subvention de 600 € représente 80 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.

